

Bilan CPER - intervention Claire Monod

Pour les écologistes attachés au renforcement de la place des Régions, ces moments de bilan sont importants. Singulièrement à l'heure où se débattent à l'assemblée nationale les compétences et les ressources. La confusion des postures, les hésitations de la réforme territoriale, ses allers et retours sous pression du lobby des élus offrent un paysage pitoyable de la France et sa capacité à débattre de l'intérêt général.

C'est la crédibilité des capacités des régions à conforter leur rôle stratégique et planificateur qui est en cause. Il est vrai que le contexte de réforme ne facilite pas la tâche.

Le résultat de ce précédent CPER est donc mitigé. De fait les priorités se lisent en creux. Nous nous réjouissons que les transports et enseignement supérieurs soient les grands gagnants. Nous restons toujours perplexes face au Plan Campus imposé sans dialogue qui n'est toujours pas exécuté du fait de la virtualité de ses financements.

Mais nous regrettons les taux d'exécution des volets social et environnemental.

Ce bilan est un sujet fondamental pour la région. Nous devons saisir l'occasion de réfléchir sur l'articulation des financements dont la Région reçoit la responsabilité :

- Fonds structurels
- CPER
- Et maintenant concurrence avec les fonds de la Commission européenne, dit fonds Juncker.

Cette question mériterait une étude ou un groupe de travail. Car Il ressort de cet exercice précédent que l'articulation des financements est devenu une question en soi, ce d'autant que les fonds structurels nous sont délégués désormais.

Il est temps de mettre en vis à vis les ressources régionales et leur singularité et les moyens de la Région pour les gérer.

La remarque portant par ailleurs sur les "retards de mandatement" se pose aussi pour les financements à l'attention des associations. Dans des registres très différents, les résultats et les défauts sont les mêmes. Les écologistes seront attentifs à ce qu'ils soient améliorés.

Pour ce faire, la modernisation des outils de suivi numérique est une nécessité pour améliorer la capacité d'évaluation (synergie) mais ne pourra pas tout.

Les écologistes sont attachés à l'engagement pluriannuel de l'Etat pour les régions, notamment dans le CPER. Ils resteront très attentifs au contenu et à l'efficacité de la mise en œuvre du prochain.